

Canada Industrial Relations Board



Conseil canadien des relations industrielles

C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Brian Cadieux,

plaignant,

et

Syndicat uni du transport, section locale 1415,

intimé,

et

Greyhound Canada Transportation Corp.,

employeur.

Dossier du Conseil : 28982-C

Référence neutre : 2012 CCRI 656

Le 21 septembre 2012

Le Conseil canadien des relations industrielles (Conseil) se composait de M^c Graham J. Clarke, Vice-président, et de MM. André Lccavalier et Daniel Charbonneau, Membres.

Représentants des parties au dossier

M. Brian Cadieux, en son propre nom;

M^c G. James Fyshe, pour le Syndicat uni du transport, section locale 1415;

M. David Butler, pour Greyhound Canada Transportation Corp.

Les présents motifs de décision ont été rédigés par M^c Graham J. Clarke, Vice-président.

Canada

I – Nature de la demande

[1] L'article 16.1 du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail) (Code)* prévoit que le Conseil peut trancher toute affaire dont il est saisi sans tenir d'audience. Ayant pris connaissance des documents au dossier, le Conseil est convaincu que la documentation dont il dispose lui suffit pour rendre une décision sans tenir d'audience.

[2] Le 30 septembre 2011, M. Brian Cadieux a déposé auprès du Conseil une plainte de manquement au devoir de représentation juste (DRJ) alléguant que son agent négociateur, le Syndicat uni du transport, section locale 1415 (SUT), avait enfreint l'article 37 du *Code* :

37. Il est interdit au syndicat, ainsi qu'à ses représentants, d'agir de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi à l'égard des employés de l'unité de négociation dans l'exercice des droits reconnus à ceux-ci par la convention collective.

[3] M. Cadieux a travaillé pendant une courte période de temps comme chauffeur pour Greyhound Canada Transportation Corp. (Greyhound). Greyhound et le SUT sont parties à une convention collective qui régit les conditions d'emploi des chauffeurs comme M. Cadieux.

[4] Après avoir examiné les observations des parties et le rapport d'enquête produit par son agent des relations industrielles (ARI), le Conseil a décidé de rejeter la plainte pour les motifs énoncés ci-après.

II – Nature du devoir de représentation juste

[5] L'examen du Conseil est axé sur un objectif bien précis dans le cas d'une plainte de manquement au DRJ déposée en vertu de l'article 37 du *Code*. Comme l'illustre le libellé de l'article 37, une plainte de manquement au DRJ a trait aux droits dont dispose un membre d'une unité de négociation en vertu de la convention collective applicable. Un syndicat ne peut agir de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi relativement aux droits reconnus par la convention collective.

[6] Dans le cadre de l'examen d'une plainte de manquement au DRJ, le Conseil ne se penche pas sur les pratiques de travail d'un employeur, pas plus qu'il ne décide du bien-fondé d'un grief présenté par un membre d'une unité de négociation. C'est à un arbitre qu'il revient d'examiner le bien-fondé d'un grief, pas au Conseil.

[7] Le Conseil se concentre plutôt sur le processus global suivi par le syndicat pour représenter un membre de l'unité de négociation. Ce processus peut englober la prise de décisions concernant la présentation d'un grief, le renvoi de celui-ci à l'arbitrage ou son règlement.

[8] La raison pour laquelle le Conseil soulève ces points tient au fait que M. Cadieux, dans sa plainte, a formulé de nombreuses allégations qui ne concernent aucunement le processus qu'a suivi le SUT pour examiner les griefs présentés par le plaignant. Par exemple, M. Cadieux allègue que la direction de Greyhound a manqué à ses obligations juridiques. Il précise que l'un des objectifs de sa plainte est de modifier la direction interne de Greyhound ou les pratiques de celle-ci. M. Cadieux soutient par ailleurs que le Conseil devrait imposer une amende à Greyhound.

[9] M. Cadieux a aussi demandé au Conseil de le réintégrer dans ses fonctions. Or, même si la plainte de manquement au DRJ de M. Cadieux avait été accueillie, la réintégration des plaignants ayant eu gain de cause ne relève pas du Conseil. Si le Conseil décide de renvoyer une affaire à l'arbitrage, c'est alors à un arbitre de trancher ce genre de question.

[10] En plus du fait qu'elles ont été présentées longtemps après la date limite pour des actes de procédure, les observations de M. Cadieux datées du 11 septembre 2012 n'étaient d'aucune pertinence dans le contexte d'une plainte de manquement au DRJ.

[11] Le Conseil s'est récemment penché sur la portée d'une plainte de manquement au DRJ dans *Lamolinaire*, 2009 CCRI 463 (*Lamolinaire*) :

[30] Le droit entourant le devoir de représentation juste n'est pas compliqué. Le Conseil n'agit pas comme tribunal d'appel qui révisé les nombreuses décisions prises par un syndicat dans le cadre de l'évaluation d'un dossier. Ce travail fait partie de la représentation exclusive d'une unité de négociation qu'un syndicat obtient à la suite d'une accréditation.

[31] Dans le cadre de ses fonctions de représentant exclusif, le syndicat doit prendre des décisions discrétionnaires.

[32] De façon générale, le Conseil respecte les décisions prises par les syndicats.

[33] Toutefois, le *Code* contient à l'article 37 un devoir important pour le Conseil. Étant donné le pouvoir exclusif qui lui incombe en matière de représentation d'une unité de négociation, le syndicat ne peut pas agir de façon arbitraire, discriminatoire ou de mauvaise foi à l'égard des membres de l'unité qui exercent les droits reconnus par la convention collective.

[34] Le Conseil doit donc examiner attentivement un dossier et la procédure suivie par un syndicat afin de s'assurer que ce dernier ne s'est pas comporté de façon arbitraire, discriminatoire ou de mauvaise foi.

[35] Dans *Ronald Schiller*, 2009 CCRI 435, une décision récente dans laquelle il a examiné l'enquête effectuée par un syndicat, le Conseil a dit ceci :

[33] Un syndicat ne peut non plus agir de manière arbitraire en s'en tenant à un examen superficiel des faits ou du bien-fondé de l'affaire. Sa conduite sera qualifiée d'arbitraire s'il ne fait pas enquête pour savoir quelles étaient les circonstances entourant le grief ou s'il n'évalue pas l'affaire de manière raisonnable.

[34] Les dirigeants syndicaux peuvent se tromper de bonne foi, c'est-à-dire qu'ils peuvent faire erreur dans leur évaluation d'un grief, sans que cela constitue une conduite arbitraire. Comme le Conseil l'indique au paragraphe 37 de *Virginia McRae-Jackson et autres*, précitée :

« [37] Par conséquent, le Conseil juge normalement que le syndicat s'est acquitté de son devoir de représentation juste s'il a : a) fait enquête sur le grief et obtenu tous les détails relatifs à l'affaire, y compris la version de l'employé, b) déterminé si le grief était fondé, c) tiré des conclusions réfléchies quant aux résultats envisageables du grief et d) informé l'employé des raisons de sa décision de ne pas donner suite au grief ou de ne pas le renvoyer à l'arbitrage. »

[35] Bref, le Conseil examine le processus suivi par le syndicat afin de déterminer si ce dernier a agi de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi.

[36] Étant donné qu'un membre d'une unité de négociation n'a pas généralement le droit absolu de faire porter son grief à l'arbitrage, le Conseil doit examiner, *inter alia*, les questions suivantes à propos de l'enquête menée par un syndicat :

1. L'enquête du syndicat constituait-elle une enquête superficielle ou approfondie?
2. Le syndicat a-t-il obtenu suffisamment de renseignements pour en arriver à une décision avisée?
3. Y avait-il des conflits des personnalités ou d'autres mauvaises relations qui auraient influencé la validité de la décision du syndicat?

[37] En ce qui a trait au devoir de représentation juste, un syndicat a certaines obligations envers ses membres. Toutefois, les membres ont aussi leurs propres obligations. Un plaignant doit aider son syndicat dans l'exercice de ses fonctions. Si le syndicat est en train d'enquêter sur une affaire, il est important que le plaignant lui fournisse le plus de renseignements possible afin d'assurer que la décision ultime sera une décision avisée.

(c'est nous qui soulignons)

[12] Compte tenu du rôle que joue le Conseil dans le traitement de plaintes de manquement au DRJ, le bien-fondé des griefs de M. Cadieux, ainsi que ses allégations non prouvées concernant Greyhound, ne sont pas pertinents. En outre, le fait que Greyhound n'a pas répondu à la plainte de M. Cadieux ne conduit pas à une conclusion défavorable, bien au contraire. Cela témoigne simplement de la pratique habituelle de l'employeur lorsque celui-ci est informé qu'une plainte de manquement au DRJ a été déposée. Une plainte de manquement au DRJ concerne un syndicat et ses membres; le rôle de l'employeur est restreint, sauf lorsqu'il est question de mesures de redressement : *Société canadienne des postes*, 2010 CCRI 558.

III – Faits

[13] M. Cadieux, qui réside à Montréal, travaillait pour Greyhound depuis environ deux ans et demi lorsqu'il a été congédié. Il conduisait des autobus à partir du terminus de Greyhound situé à Montréal.

[14] Le Conseil a examiné l'abondante documentation présentée par M. Cadieux. Essentiellement, M. Cadieux allègue que le SUT a enfreint le *Code* en raison de la façon dont il a traité ses griefs contestant a) une suspension de cinq jours et b) son congédiement.

A – Suspension de cinq jours (été/automne 2010)

[15] En juin 2010, M. Cadieux a travaillé pour Greyhound à l'occasion du Sommet du G20 à Toronto. Certaines allégations ont été soulevées, selon lesquelles M. Cadieux aurait alors mal consigné son temps.

[16] La mesure disciplinaire qui a amené le SUT à aider M. Cadieux repose sur des allégations de consignation incorrecte du temps. Comme il a été mentionné plus haut, ce n'est pas au Conseil qu'il revient de déterminer le bien-fondé des griefs de M. Cadieux. Son rôle consiste plutôt à examiner le processus que le SUT a suivi pour traiter ces griefs, y compris les mesures qu'il a prises pour en arriver à ses conclusions.

[17] Le 29 juillet et le 12 août 2010, le SUT a assisté, en compagnie de M. Cadieux, aux audiences de Greyhound à Montréal, qui portaient sur ces allégations de consignation incorrecte du temps. M. Cadieux a décrit ces rencontres dans une longue annexe qui accompagnait sa plainte. À son avis, la deuxième rencontre a eu lieu beaucoup plus tard en août. Cependant, personne ne conteste le fait que Greyhound a tenu deux rencontres avec M. Cadieux pour discuter de ces allégations.

[18] Après que Greyhound eut imposé une suspension de cinq jours à M. Cadieux, le SUT a présenté un grief le 6 septembre 2010.

[19] M. Cadieux décrit dans sa plainte la façon dont il a appris, en janvier 2011, qu'une réunion des membres du SUT aurait lieu pour considérer le renvoi possible à l'arbitrage de son grief relatif à sa suspension de cinq jours. Le SUT dispose d'un processus selon lequel les membres de l'unité de négociation votent pour décider du renvoi des griefs à l'arbitrage.

[20] Les membres ont ultimement convenu de renvoyer l'affaire à l'arbitrage.

[21] Le SUT a par la suite réglé le grief et obtenu une paye de cinq jours pour M. Cadieux, versée le 2 novembre 2011, après que ce dernier eut déjà déposé sa plainte de manquement au DRJ auprès du Conseil le 30 septembre 2011.

B – Congédiement de M. Cadieux

[22] Au printemps 2011, en raison d'autres prétendues violations liées à la consignation du temps, Greyhound a congédié M. Cadieux. Le SUT a présenté un grief contestant ce congédiement, à la demande de M. Cadieux.

[23] Le SUT n'a pas été en mesure de régler l'affaire avec Greyhound dans le cadre de la procédure des griefs. Le SUT devait alors décider s'il fallait renvoyer le grief de congédiement à l'arbitrage.

[24] Le SUT a décrit le processus qu'il suit pour déterminer s'il doit ou non renvoyer un grief à l'arbitrage. Le comité exécutif (CE) du SUT doit d'abord décider s'il recommande le renvoi à l'arbitrage en vertu de l'alinéa 7b des règlements du syndicat :

7. GRIEFS

...

b. Au dernier palier de la procédure de règlement des griefs et avant que les membres se prononcent sur l'arbitrage, le membre doit défendre sa cause devant le comité exécutif, de vive voix ou par écrit, dans le cadre d'une réunion régulière. Si le membre ne fait pas de présentation au comité exécutif, ce dernier fonde sa recommandation sur les éléments de preuve au dossier.

(traduction)

[25] Les membres du SUT se prononcent ensuite sur le renvoi du grief à l'arbitrage, comme le prévoit l'alinéa 7c des règlements. Pour l'unité de négociation de M. Cadieux, les votes relatifs à l'arbitrage ont lieu uniquement à Toronto, à London et à Ottawa :

7. GRIEFS

...

c. Les membres se prononceront dans le cadre d'un vote secret à l'occasion des assemblées générales à savoir s'il faut renvoyer à l'arbitrage tout grief touchant les intérêts d'un membre. La majorité simple l'emportera. **Les votes relatifs à l'arbitrage auront lieu uniquement dans les villes de Toronto, de London et d'Ottawa pour l'unité de négociation de Greyhound.** Les votes relatifs à l'arbitrage pour Barrie Transit auront lieu à Barrie. Pour ceux des autres unités de négociation, le conseil exécutif discutera de la question et décidera ensuite du choix définitif du lieu. Seuls les membres appartenant à l'unité de négociation concernée peuvent voter relativement à l'arbitrage.

(traduction; c'est nous qui soulignons)

[26] Le SUT et M. Cadieux ont présenté des versions différentes des faits à propos du processus qui a été suivi. Selon le SUT, M. Cadieux, malgré l'avis qu'il avait reçu, a refusé de défendre sa cause devant le CE ou de participer au vote relatif à l'arbitrage. Selon M. Cadieux, le SUT ne l'a pas dûment informé de la tenue de ces rencontres.

[27] Compte tenu de cette différence importante dans les observations des parties, le Conseil a demandé à son ARI de mener une enquête en vertu de l'alinéa 16k) du *Code* :

16. Le Conseil peut, dans le cadre de toute affaire dont il connaît :

k) déléguer à quiconque les pouvoirs qu'il détient aux termes des alinéas a) à h), j) ou m) en exigeant, s'il y a lieu, un rapport de la part du délégataire

M. Cadieux et le SUT ont tous les deux eu l'occasion de formuler des commentaires à l'égard du rapport que l'ARI a par la suite produit.

[28] Le SUT allègue avoir informé M. Cadieux de plusieurs façons à propos de la réunion de son CE prévue pour le 1^{er} juin 2011, conformément à l'alinéa 7b de ses règlements. Outre le fait qu'il aurait envoyé un courriel à M. Cadieux, le SUT prétend lui avoir parlé de cette réunion de vive voix.

[29] L'adresse électronique que le SUT a utilisée pour envoyer l'avis à M. Cadieux, jani***.no***.n@*mail.com, constitue un autre point de désaccord au chapitre des faits. Le Conseil a modifié les adresses électroniques par souci de confidentialité. Les parties connaissent les adresses exactes qui ont été utilisées puisqu'elles figurent dans les observations des parties et dans le rapport de l'ARI. M. Cadieux prétend ne pas connaître cette adresse électronique. Quant au SUT, il soutient que c'est l'adresse qui figurait comme adresse de réponse dans les courriels de M. Cadieux.

[30] L'un des courriels envoyés par M. Cadieux auquel le SUT fait référence, et qui constitue l'annexe 5 du rapport de l'ARI, dit ceci :

...
Début du message transféré :
De : COOL Brian <fr***@**mail.com>
Date : 27 juillet 2010 11:50:05 HAE
À : Moc Al-Khafajy <***.**,****@*mail.com>
Objet : Événements du 19 juillet 2010
Envoyer la réponse à : <jani***.no***.n@*mail.com>

Vous trouverez ci-joint une lettre expliquant ce qui s'est produit le 19 juillet 2010.

Au cas où vous n'arriveriez pas à ouvrir le FICHIER,
je reproduis le texte dans le présent courriel.

Brian Cadieux

...

(traduction)

[31] Il n'est pas contesté que l'adresse fr***@**mail.com est l'adresse électronique habituelle de M. Cadieux. Le SUT allègue de plus qu'il a aussi essayé de téléphoner à M. Cadieux pendant la réunion de son CE le 1^{er} juin 2011, mais que personne n'a répondu.

[32] M. Cadieux n'a pas assisté à la réunion du CE, pas plus qu'il n'a présenté d'observations en vue de cette réunion. Le CE a décidé de ne pas recommander le renvoi de son grief à l'arbitrage.

[33] L'ARI a indiqué dans son rapport que M. Cadieux n'avait pas reçu le message envoyé aux membres de l'unité de négociation concernant le vote relatif à l'arbitrage pour le grief concernant son congédiement. Le SUT a expliqué que, étant donné que M. Cadieux n'était plus un employé de Greyhound, son nom ne figurait pas sur la liste de distribution générale.

[34] Conformément à l'alinéa 7c des règlements, le SUT a tenu le vote relatif à l'arbitrage, et traité d'autres questions, à Toronto (le 14 juin 2011), à Ottawa (le 15 juin 2011) et à London (le 21 juin 2011). Dans une lettre datée du 28 juin 2011, le SUT a informé M. Cadieux des résultats du vote relatif à l'arbitrage :

Mon cher Brian, comme vous le savez, le vote concernant le renvoi de votre grief à l'arbitrage a eu lieu à Toronto le 14 juin, à Ottawa le 15 juin et à London le 21 juin. Au total, 17 membres (contre 14) se sont prononcés contre le renvoi de votre grief à l'arbitrage.

(traduction)

[35] Selon le SUT, M. Cadieux avait été informé longtemps à l'avance de la tenue de cette rencontre au cours de laquelle devait se tenir le vote.

[36] Le SUT a affirmé que deux des frères de M. Cadieux faisaient partie de la liste de distribution et avaient reçu l'avis. De plus, comme le montre l'annexe 2 du rapport de l'ARI, l'avis du SUT avait été envoyé à M. Cadieux à l'adresse fr***@**mail.com, qu'il n'a pas contesté être la sienne.

[37] Par ailleurs, le SUT a précisé que l'un de ses représentants avait conseillé à M. Cadieux au téléphone d'assister à la réunion devant se tenir à Ottawa. M. Cadieux n'y a pas assisté, bien que deux de ses frères y aient participé. Le SUT allègue que, selon les frères de M. Cadieux, celui-ci ne voulait pas assister à la réunion.

[38] Selon le rapport de l'ARI, M. Cadieux n'a pas nié avoir parlé, mais de son propre gré, au représentant du SUT concernant le vote relatif à l'arbitrage. M. Cadieux soutient toutefois que le SUT a cherché à le dissuader d'y assister, plutôt qu'à l'encourager.

[39] M. Cadieux a aussi dit à l'ARI que ses frères l'avaient informé du vote à venir.

[40] En ce qui a trait au différend concernant l'adresse électronique jan***.no***.n@*mail.com, le SUT allègue que M. Cadieux lui avait dit qu'il pouvait utiliser n'importe quelle adresse. M. Cadieux et ses frères soutiennent catégoriquement que le plaignant n'avait qu'une seule adresse électronique, c'est-à-dire fr***@**mail.com.

[41] En l'espèce, une question a été soulevée concernant des enregistrements clandestins que M. Cadieux avait faits. Le SUT s'est opposé à l'admissibilité de ces enregistrements, au motif qu'ils ont été faits sans le consentement des personnes enregistrées.

[42] M. Cadieux admet avoir fait deux enregistrements. Il a enregistré la rencontre du 29 juillet 2010 tenue à Montréal dont il a été question précédemment. Il a aussi enregistré une rencontre avec Greyhound tenue le 15 avril 2011 concernant son congédiement.

[43] Un troisième enregistrement a été fait le 15 juin 2011 lors du vote relatif à l'arbitrage tenu à Ottawa. Le 17 février 2012, M. Cadieux a d'abord dit à l'ARI qu'il avait reçu cet enregistrement dans un courriel anonyme. Le 29 février 2012, M. Cadieux a dit à l'ARI qu'il savait de qui il avait reçu ce courriel, mais qu'il ne savait pas qui avait fait l'enregistrement. M. Cadieux a refusé de fournir le courriel en question, soutenant que l'auteur craignait de faire l'objet de représailles.

[44] Les frères de M. Cadieux ont eux aussi dit à l'ARI qu'ils savaient qui était l'auteur de l'enregistrement, mais ils ont refusé de dévoiler l'identité de cette personne pour la même raison. L'un d'eux croit que M. Cadieux a demandé à cette personne de faire l'enregistrement.

[45] Le Conseil n'a pas écouté les enregistrements clandestins, pas plus qu'il n'a lu ce qui semble être la soi-disant transcription de ces enregistrements par M. Cadieux. Le Conseil n'a pas eu à statuer sur l'objection soulevée par le SUT concernant l'admissibilité puisqu'il a conclu que M. Cadieux avait reçu un préavis suffisant du vote relatif à l'arbitrage. Sa décision de ne pas y participer a permis au Conseil de trancher l'affaire.

IV – Analyse et décision

[46] La plainte de M. Cadieux porte sur deux griefs distincts qu'il a présentés. Le premier visait à contester une suspension de cinq jours, tandis que le deuxième portait sur son congédiement en avril 2011. Il incombait à M. Cadieux de convaincre le Conseil que le SUT avait enfreint l'article 37 du *Code* dans la façon dont il avait traité l'une de ces affaires ou les deux.

A – Suspension de cinq jours

[47] Le SUT a représenté M. Cadieux dans le cadre de deux différentes rencontres tenues à Montréal à l'été 2010. À la suite du vote par ses membres, le SUT a accepté de renvoyer ce grief à l'arbitrage.

[48] Les observations confirment que le SUT a finalement réglé ce grief. M. Cadieux a reçu un chèque de Greyhound pour les cinq jours en cause. M. Cadieux n'a pas encore encaissé le chèque.

[49] Le Conseil a examiné le processus que le SUT a suivi pour en arriver à ce règlement. Un syndicat a la charge de ses griefs. Cela signifie qu'il a le pouvoir de les régler, que le membre de l'unité de négociation soit d'accord ou non. Cependant, le syndicat doit exercer ce pouvoir sans agir de manière arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi.

[50] Le Conseil est convaincu que le SUT s'est acquitté du devoir auquel il est tenu en vertu du *Code*. M. Cadieux n'est peut-être pas heureux du résultat, mais cela ne signifie pas que le processus suivi par le SUT ne respectait pas le devoir qu'impose l'article 37 du *Code*.

[51] Le SUT s'est penché sur la situation de M. Cadieux et a été en mesure d'obtenir un plein redressement pour lui. Le fait que ce règlement soit survenu un mois après que M. Cadieux eut déposé sa plainte de manquement au DRJ auprès du Conseil ne change en rien cette conclusion.

B – Congédiement

[52] Le Conseil est convaincu que le SUT a respecté ses obligations en ce qui a trait au grief de congédiement de M. Cadieux.

[53] Le rapport de l'ARI contient suffisamment de renseignements pour convaincre le Conseil que M. Cadieux savait que le SUT allait tenir prochainement un vote concernant le renvoi de son grief à l'arbitrage. M. Cadieux, pour des raisons que lui seul connaît, a choisi de ne pas participer pleinement à ce processus.

[54] Le Conseil n'est pas tenu de déterminer si M. Cadieux a bel et bien reçu le courriel annonçant le vote relatif à l'arbitrage qui a été envoyé à l'adresse contestée ja***.no***.n@*mail.com. Il est néanmoins curieux que l'adresse électronique que M. Cadieux prétend ne pas connaître figure effectivement comme adresse de réponse dans l'un de ses propres courriels.

[55] Le Conseil n'est pas non plus tenu de déterminer qui a fait l'enregistrement de la rencontre du 15 juin 2011 tenue à Ottawa, envoyé plus tard à M. Cadieux.

[56] Les faits présentés dans le rapport de l'ARI ont convaincu le Conseil que M. Cadieux était au courant du processus que le SUT prévoyait suivre pour son grief de congédiement. Par exemple, une dénommée « Sandra Cadieux » a fait suivre l'avis concernant les réunions du SUT à l'adresse reconnue de M. Cadieux le 10 juin 2011.

[57] Parallèlement, les frères de M. Cadieux ont informé celui-ci de la tenue du vote à Ottawa relatif à l'arbitrage. M. Cadieux n'a pas contesté le fait qu'il avait parlé à un représentant du SUT et que ce dernier lui avait laissé entendre qu'il était important pour lui d'assister à la réunion d'Ottawa.

[58] Compte tenu de ces circonstances, M. Cadieux savait que des rencontres allaient avoir lieu. Le SUT avait d'ailleurs suivi un processus semblable plus tôt, ce qui avait donné lieu au renvoi à l'arbitrage du grief concernant la suspension de cinq jours de M. Cadieux.

[59] Un membre du syndicat a l'obligation d'aider son syndicat à exercer ses fonctions : *Lamolinaire*, précitée. Cette obligation englobe la participation au processus que le syndicat a mis en place.

[60] Le Conseil a déjà examiné des processus suivis par des syndicats pour recueillir le vote des membres d'une unité de négociation sur le renvoi d'un grief à l'arbitrage : *Charlebois* (1993), 91 di 14 (CCRT n° 989), confirmée dans *Charlebois v. Amalgamated Transit Union, Local 279 et al.* (1994), 169 N.R. 144 (C.A.F.). Le fait de savoir si un processus en particulier permet à un syndicat de s'acquitter de ses obligations en vertu du *Code* dépend des faits propres à chaque cas.

[61] Il incombait à M. Cadieux de participer au processus du SUT. S'il voulait exprimer des préoccupations quant à ce processus, il a eu amplement le temps de le faire. Par exemple, il semble avoir indiqué dans sa plainte qu'il était préoccupé par le fait que le vote à Ottawa, à Toronto et à London déterminerait son sort, alors qu'il habitait Montréal. Il était peut-être aussi préoccupé par le fait qu'il n'allait pas pouvoir défendre sa cause en personne auprès des membres votants dans des lieux géographiques différents, dans une autre province.

[62] Si M. Cadieux avait soulevé de telles préoccupations, le SUT aurait alors eu l'occasion de déterminer s'il convenait d'apporter des changements à la façon dont il prévoyait tenir le vote relatif à l'arbitrage. Le fait de mentionner ces préoccupations au passage dans sa plainte ne lui permettait pas de se soustraire à son obligation initiale de participer pleinement au processus du SUT.

[63] La décision de M. Cadieux de ne pas participer au processus, malgré le fait qu'il avait reçu un préavis suffisant, empêche le Conseil de conclure que le SUT a agi de façon arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi. Le Conseil ne saura jamais comment le processus du SUT se serait déroulé si M. Cadieux avait exercé son droit de participer et s'il avait soulevé les préoccupations qu'il avait.

[64] Pour les motifs exposés ci-dessus, le Conseil rejette la plainte de M. Cadieux.

[65] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

Graham J. Clarke
Vice-président

André Lecavalier
Membre

Daniel Charbonneau
Membre